

Travaux de réparation et de confortement de l'ouvrage en terre R9b  
de l'Autoroute A304  
localisé à l'ouest de la ville de Charleville-Mézières (08)

## PGCSPS

*Plan Général de Coordination de Sécurité et Protection de la Santé*

<u>Maître d'Ouvrage</u>	<u>Maître d'Œuvre</u>	<u>Coordonnateur SPS</u>
<b>DREAL GRAND EST</b> 1 rue du Parlement BP 80556 51022 CHÂLONS-EN-CHAMPAGNE cedex  Tel : 03 51 37 60 00	<b>DIR NORD – SIR EST</b> 4, rue Gaston Boyer 51100 REIMS  Tel : 03 26 78 00 90	<b>CS-BTP</b> Centre d'Affaires Reims – Bezannes 7 rue Pierre Salmon 51430 BEZANNES  Tel : 03 52 74 08 97 hlinchan@csbtp.fr

### TABLEAU DES MISES A JOUR

<u>Indice</u>	<u>Date</u>	<u>Observations / Modifications</u>	<u>Coordonnateur</u>
A	30 juin 2025	PGC initial.	Hervé LIN-CHAN

**SOMMAIRE**

0. Préambule .....	2
1. Réglementation.....	3
2. Renseignements relatifs à la déclaration préalable.....	4
3. Médecine du travail .....	5
4. Services de secours.....	5
5. Urgences concessionnaires .....	5
6. Description sommaire des travaux .....	5
7. Les contraintes du site et obligations de l'entrepreneur .....	5
8. Modalités de coopération entre les entrepreneurs et avec le coordonnateur SPS .....	5
9. Horaires de chantier .....	6
10. Aptitudes du travailleur.....	6
11. Nouveaux arrivants .....	6
12. Désignation d'un chargé de l'hygiène, de la sécurité et de la signalisation .....	6
13. Désignation d'un agent de trafic .....	6
14. Conditions météorologiques .....	7
15. Description des risques.....	7
16. Enoncé des risques et sujétions des mesures de prévention.....	7
17. Amiante et plomb.....	9
18. Produits dangereux.....	9
19. Risques liés aux interactions entre les entreprises. ....	9
20. Occupation du domaine public .....	9
21. Réseaux des concessionnaires et exploitants de réseaux.....	9
22. Habilitation électrique .....	9
23. Compétences AIPR.....	9
24. Lignes électriques aériennes .....	10
25. Procédure en cas de découverte d'engins pyrotechnique .....	10
26. Circulation automobile des usagers et signalisation temporaire .....	10
27. Produits hydrocarbures.....	10
28. Risque de pollution .....	10
29. Nuisances atmosphériques .....	10
30. Nuisances sonores.....	10
31. Protection incendie .....	10
32. Plan d'installation de chantier.....	11
33. Locaux du personnel.....	11
34. Locaux des entreprises.....	11
35. Circulation interne Piétonne.....	11
36. Organisation du chantier .....	11
37. Protection des travailleurs.....	12
38. Signalisation .....	12
39. Utilisation des engins de chantier.....	12
40. Clôture de chantier .....	12
41. Protection et balisage .....	13
42. Protections collectives.....	13
43. Manutention et levage .....	13
44. Mesures d'organisation des secours.....	13
45. En cas d'accident .....	14
46. Travailleurs indépendants .....	14
47. Fournisseurs et prestataires de service .....	14
48. Personnel intérimaire .....	15
49. Obligations et responsabilités des entreprises .....	15
50. Prescriptions concernant le dossier d'intervention ultérieur (DIU) .....	15
51. Annexe : règles générales de circulation .....	15
52. Annexe : cadre type pour l'établissement du PPSPS.....	16
53. Annexe : Documents à tenir à disposition sur le chantier.....	17
54. Annexe : Affichages et matériel d'urgence .....	17

**Abréviations**

DICT : Déclaration d'intention de commencement de travaux

EPI : Equipement de protection individuelle

PGCSPS : Plan général de coordination, de sécurité et de protection de la santé

PPSPS : Plan particulier de sécurité et de protection de la santé

**0. Préambule**

Le Plan Général de Coordination a pour but, à travers une analyse du déroulement du chantier, de mettre en évidence les situations à risque engendrées par la présence simultanée ou successive de plusieurs entreprises sur le même site et de définir des mesures aptes à prévenir de tels risques.

Les situations à risque visent également les conséquences des travaux pour les tiers (usagers et riverains) et l'environnement proche.

Les mesures définies en accord avec le maître d'œuvre se traduisent par des conditions d'organisation générales du chantier et des sujétions particulières que chaque entreprise doit respecter.

Il est établi, en application des textes suivants :

Loi N° 93.1418 du 31 décembre 1993 relative à la prévention et à la sécurité sur les chantiers.

Décret N° 94.1159 du 26 décembre 1994 relatif à la coordination en matière de sécurité sur les chantiers.

Décret N° 95.543 du 4 mai 1995 relatif au collège interentreprises de sécurité, de santé et des conditions de travail.

Décret N° 2003-68 du 24 janvier 2003 relatif à la coordination en matière de sécurité sur les chantiers.

L'attention de toutes les entreprises est attirée sur le fait qu'elles doivent tenir compte des modalités d'organisation issues de ce texte qui représentent les mesures minimales à observer, et notamment des deux éléments suivants :

Il est désigné pour les phases conception et réalisation de l'opération, comme le prévoit le texte, un coordonnateur SPS dont la fonction est d'organiser la coordination en matière de sécurité et de protection de la santé entre les différents intervenants du chantier.

Le PGCSPS intègre, en les harmonisant, les Plans Particuliers de Sécurité et de Protection de la Santé (PPSPS) qui doivent être remis par les entreprises intervenantes et leurs sous-traitants (Art. R.4532-58 à R.4532-66 du code du travail), après inspection commune avec le coordonnateur SPS (Art. R.4532-11 à R.4532-16 du code du travail), et selon le canevas du « cadre type de PPSPS » transmis par le coordonnateur SPS.

Dans l'ensemble du PGCSPS, les termes « entreprise » et « entrepreneur » désignent, qu'ils soient titulaires uniques, cotraitants ou sous-traitants, aussi bien les travailleurs indépendants que les employeurs lorsqu'ils exercent directement une activité sur ce chantier.

#### RAPPEL DES PRINCIPES GENERAUX DE PREVENTION

Articles L.4121-1, L.4121-2, L.4121-3 et L.4531-1, L.4531-2, L.4531-3 du Code du Travail.

Afin d'assurer la sécurité et de protéger la santé de toutes les personnes qui interviennent sur un chantier, le maître d'ouvrage, le maître d'œuvre, le coordonnateur et l'entrepreneur doivent, tant au cours de la phase de conception d'étude, d'élaboration du projet que pendant la réalisation des ouvrages, pour assurer la sécurité des travailleurs y compris les travailleurs temporaires, respecter les principes généraux de prévention énumérés ci-dessous :

- a - éviter les risques,
- b - évaluer les risques qui ne peuvent pas être évités,
- c - combattre les risques à la source,
- d\* - adapter le travail à l'homme
- e - tenir compte de l'état d'évolution de la technique
- f - remplacer ce qui est dangereux par ce qui ne l'est pas ou par ce qui est moins dangereux,
- g - planifier la prévention en y intégrant dans un ensemble cohérent, la technique, l'organisation du travail, les relations sociales et l'influence des facteurs ambiants,
- h - prendre des mesures de protection collective en leur donnant la priorité sur les mesures de protection individuelle,
- i\* - donner les instructions appropriées aux travailleurs.

(\*relèvent uniquement de la responsabilité de l'entrepreneur)

#### 1. Règlementation

Il est rappelé qu'en matière d'hygiène et de sécurité c'est le livre II - titres II et III "hygiène et sécurité du travail" du code du travail qui est applicable.

Les documents ci-après constituent la liste non exhaustive des textes de référence :

La loi 93-1418 du 31 décembre 1993 (transposition de la directive du conseil des communautés européennes n° 92-57 en date du 24 juin 1992) ;

- Le décret 94-1159 du 26 décembre 1994 relatif à l'intégration de la sécurité et à l'organisation de la coordination en matière de sécurité et de protection de la santé lors des opérations de bâtiment ou de génie civil et modifiant le code du travail ;
- Le décret n° 65-48 du 8 janvier 1965 modifié et ses textes d'application (circulaire du 29 mars 1965) ; Décrets modificatifs : 81-989 du 30 octobre 1981, 93-41 du 11 janvier 1993 et 95-607 du 6 mai 1995 ;
- Le décret n° 47-1592 du 23 août 1947 modifié intéressant les mesures de sécurité relatives aux appareils de levage autre que les ascenseurs et monte-charge ; Décrets modificatifs : 50-1121 du 9 septembre 1950, 62-1028 du 18 août 1962, 89-78 du 7 février 1989, 93-41 du 11 janvier 1993 et 95-607 du 6 mai 1995 ;
- Le décret 98-104 du 2 décembre 1998. "Mesures d'organisation, conditions de mise en œuvre et prescriptions techniques auxquelles est subordonnée l'utilisation des équipements de travail" ;
- Le décret n° 88-1056 du 14 novembre 1988 modifié réglementant la protection des travailleurs, en regard des risques électriques ; Décret modificatif : 95-607 du 6 mai 1995 ;
- Le décret n° 87-231 du 27 mars 1987 concernant les prescriptions particulières de protection relatives à l'emploi des explosifs dans les travaux de bâtiment, les travaux publics et les travaux agricoles ;
- L'Instruction interministérielle sur la signalisation routière : Livre I, signalisation des routes, définie par l'arrêté du 24 novembre 1967 et l'ensemble des textes qui l'ont modifiée. Livre II, signalisation des autoroutes ;
- L'arrêté du 5 mars 1993 modifié le 4 juin 1993 soumettant certains équipements de travail à des vérifications générales périodiques ;

- L'arrêté du 19 mars 1993 fixant la liste des équipements de protection individuelle qui doivent faire l'objet des vérifications générales périodiques prévues à l'article R.4323-99, R.4323-101 à R.4323-103, R.4535-7 et R.4721-12 du code du travail.

## **2. Renseignements relatifs à la déclaration préalable**

Le maître d'ouvrage adresse la déclaration préalable aux organismes de prévention (DDETSPP, CARSAT et OPPBTP) dans un délai d'au moins 30 jours avant le début des travaux pour les opérations non soumises au permis de construire, en application de l'article R.4532-3 du code du travail.

### Date de communication de la déclaration préalable aux organismes de prévention par le maître d'ouvrage

A renseigner ultérieurement.

### Catégorie d'opération

Opération de catégorie 2.

### Localisation du chantier

Autoroute A304

### Objet des travaux

Travaux de réparation et de confortement de l'ouvrage en terre R9b de l'Autoroute A304 localisé à l'ouest de la ville de Charleville-Mézières (08)

### Maître d'ouvrage

ETAT - Ministère de l'Écologie, du Développement Durable, des Transports et du Logement  
Direction Régionale de l'Environnement, de l'Aménagement et du Logement de Champagne-Ardenne  
Service de Maîtrise d'Ouvrage  
1, rue du Parlement BP 80556 51022 CHÂLONS-EN-CHAMPAGNE Cedex  
Tel : 03 51 41 64 80  
Monsieur BENNANI Aziz Tel : 03 51 41 64 92 aziz.bennani@developpement-durable.gouv.fr  
Monsieur LAIGNEL Bruno bruno.laignel@developpement-durable.gouv.fr;

### Maître d'œuvre

DIR NORD – SIR EST  
4, rue Gaston Boyer 51100 REIMS  
Tel : 03 26 78 00 90

### Coordonnateur SPS

CS-BTP  
Centre d'Affaires Reims – Bezannes, 7 rue Pierre Salmon 51430 BEZANNES  
Tel : 03 52 74 08 97  
Conception : Hervé LIN-CHAN P : 06 18 99 28 73 hlinchan@csbtp.fr  
Réalisation : Patrick DELATTRE P : 06 11 28 79 55 patrick.delattre@csbtp.fr

### Date présumée du début des travaux

Suivant la notification de l'ordre de service.

### Durée prévisionnelle des travaux

18 mois.

### Effectif prévisionnel moyen

12 personnes.

### Effectif prévisionnel de pointe

20 personnes.

### Nombre d'entreprises présumées à intervenir sur le chantier

2 entreprises au minimum.

### Entreprise titulaire

A renseigner ultérieurement.

### Sous-traitants

A renseigner ultérieurement.

### Exploitant

Exploitant A 304 :  
DIRECTION INTERDEPARTEMENTALE DES ROUTES DU NORD  
CEI de Charleville Mézières / Sedan  
Lieu-dit Le Pêcher, Route Départementale 33, 08400 LUMES  
Tel : 03 24 56 82 97

### Autres intervenants

CEREMA

### Organismes de prévention

**DDETSPP**

Maison des affaires sociales  
18, avenue François Mitterrand BP 878 08011 CHARLEVILLE-MEZIERES  
Tel : 03 10 07 34 00 ddetspp@ardennes.gouv.fr

**CARSAT**

41, avenue Charles de Gaulle 08000 CHARLEVILLE-MEZIERES  
Tel : 09 71 10 39 60

**OPPBTP**

16, rue Gabriel Voisin BP 306 51688 REIMS Cedex 02  
Tel : 03 26 47 36 40 reims@oppbtp.fr

Autres renseignements

Préfecture des Ardennes : 03 24 59 66 00

**3. Médecine du travail**

A renseigner dans les PPSPS des entreprises.

**4. Services de secours**

SAMU : 15  
POMPIER : 18  
GENDARMERIE : 17

Centre antipoison  
REIMS : 03 83 32 36 36 ou 03 83 85 26 26

Centre Hospitalier de Charleville-Mézières  
45, avenue Manchester 08000 CHARLEVILLE MEZIERES  
Tel : 03 24 58 70 70

SDIS 08  
Service Départemental d'Incendie et de Secours des Ardennes  
42 bis route de Warnécourt 08000 PRIX LES MEZIERES  
Tel : 03 24 32 46 00

CENTRE DE SECOURS PRINCIPAL de CHARLEVILLE-MEZIERES  
27, rue Vieille Meus 08000 CHARLEVILLE-MEZIERES  
Tel : 03 24 57 67 30

**5. Urgences concessionnaires**

GAZ : 0800 47 33 33  
ENEDIS : 09 726 750 08  
TELECOM : 1013

**6. Description sommaire des travaux**

La mise en place de la signalisation temporaire.  
L'aménagement des accès et pistes.  
Les divers terrassements.  
La mise en place d'un dispositif de franchissement du ru du Margouzy.  
La réalisation de masques drainants.  
La création de fossés de récupération des eaux en pied de talus.  
L'entretien des fossés existants.

**7. Les contraintes du site et obligations de l'entrepreneur**

L'aménagement des accès et pistes provisoires.  
La limitation de l'émission du bruit et de la poussière.  
La protection et le balisage des zones à risques.  
La signalisation temporaire conforme au guide SETRA.  
La fourniture du DESC.  
Le risque pyrotechnique.  
La présence de réseaux actifs.

**8. Modalités de coopération entre les entrepreneurs et avec le coordonnateur SPS**

Dans le souci de satisfaire à la lettre comme à l'esprit de la loi du 31 décembre 1993 et de son décret du 26 décembre 1994, la procédure suivante doit être respectée par l'entreprise :

- L'entreprise transmet son projet de PPSPS au début de la préparation de chantier ;
- L'entreprise doit prendre contact avec le coordonnateur SPS au moins 1 mois avant le début de ses travaux pour réaliser l'inspection commune ;
- L'entreprise doit faire parvenir son PPSPS finalisé au coordonnateur SPS au moins 15 jours avant le début de ses travaux ;
- L'entreprise doit répondre par écrit aux observations du coordonnateur SPS et viser le registre journal ;

- L'entreprise doit mettre en œuvre et appliquer les dispositions prises par le coordonnateur SPS pour le contrôle des accès au chantier ;
- L'entreprise doit désigner un interlocuteur privilégié pour le coordonnateur SPS ;
- L'entreprise doit transmettre au coordonnateur SPS les documents à intégrer au DIU ;
- L'entreprise doit communiquer au coordonnateur SPS les fiches d'interventions ultérieures pour la constitution du DIU ;
- Pour tous les travaux à risques particuliers, l'entreprise doit établir des modes opératoires et les communiquer au coordonnateur SPS, préalablement au démarrage des travaux concernés ;
- L'entreprise doit transmettre au coordonnateur SPS les fiches de données de sécurité des produits utilisés sur le chantier.

En cas de sous-traitance :

- L'entreprise qui souhaite sous-traiter ses travaux doit au préalable en informer le maître d'ouvrage (ou solliciter l'agrément de la maîtrise d'ouvrage) ;

- L'entreprise doit communiquer au coordonnateur SPS au moins 15 jours avant toute nouvelle intervention d'un sous-traitant : ses noms et qualités, la nature et la durée de ses activités ainsi que le nom, la fonction et les coordonnées du responsable des personnels chargés des travaux ainsi que le projet de PPSPS. L'entreprise prend l'initiative de programmer l'inspection commune avec le coordonnateur et le sous-traitant se fait au moins 15 jours avant intervention sur le chantier ;
- L'entreprise doit remettre à son ou ses sous-traitants un exemplaire du plan général de coordination ainsi qu'un document précisant ses propres mesures d'organisation générale ;
- A l'issue de ces inspections communes, l'entreprise doit apporter son appui technique à chacun de ses sous-traitants pour adapter leur PPSPS à la réalité et aux exigences du chantier ;
- L'entreprise doit apporter son appui technique au coordonnateur pour faire évoluer les PGC en fonction de la nature des activités de ses sous-traitants.

Le coordonnateur SPS informera sans délai le maître d'ouvrage de tout manquement à la présente procédure.

Le PGC ayant valeur d'annexe au contrat, l'inobservation de tout ou partie de cette procédure constitue une inobservation du contrat et donnera lieu à l'application des sanctions prévues par celui-ci.

Une convention de sous-traitance ne saurait dégager l'entreprise de ses obligations à l'égard du maître d'ouvrage.

En cas de sous-traitance non connue ou non agréée par le maître d'ouvrage, le coordonnateur pourra expulser le sous-traitant du chantier.

## **9. Horaires de chantier**

L'amplitude horaire du chantier est précisée par l'entrepreneur avant le démarrage des travaux.

L'entrepreneur doit effectuer une déclaration auprès de l'inspection du travail pour les travaux de nuit et de weekend.

## **10. Aptitudes du travailleur**

Le travailleur doit être reconnu apte médicalement et professionnellement à effectuer le travail et à utiliser le matériel qui lui est confié. Le travailleur doit être titulaire du certificat d'aptitude médicale. Le chef d'entreprise assure la formation sur l'utilisation du matériel et l'information sur les risques liés à l'utilisation du matériel ainsi qu'au poste de travail de son salarié. Le chef d'entreprise doit prendre en compte la capacité du salarié à effectuer la tâche afin de préserver sa sécurité, sa santé et celles de ses compagnons.

## **11. Nouveaux arrivants**

Les nouveaux arrivants doivent être accueillis et doivent prendre connaissance des consignes spécifiques au chantier, préalablement à leur intervention sur le chantier. Un livret d'accueil doit leur être remis par le titulaire.

Les nouveaux arrivants doivent être associés aux réunions de sécurité organisées par l'entrepreneur.

Les points suivants doivent être abordés :

La présentation générale des travaux à réaliser ; les consignes générales ; les consignes en cas d'accident ; les points de rencontre ; les accès ; les cheminements des piétons et des véhicules ; le port des EPI adaptés à la tâche à effectuer ; la coactivité et les intervenants des autres corps d'état ; les interactions avec les travailleurs des entreprises extérieures ; les éventuels travaux concomitants ; les risques propres, les risques importés et les risques exportés ; les installations de chantier.

## **12. Désignation d'un chargé de l'hygiène, de la sécurité et de la signalisation**

L'entrepreneur doit désigner avant le début des travaux, une personne qui est chargée de l'hygiène, de la sécurité et de la signalisation.

Le chargé de l'hygiène, de la sécurité et de la signalisation a pour tâche de veiller à l'organisation, à la mise en place des mesures et des moyens suivants :

Les mesures définies au présent PGCSPS ; les moyens définis par le titulaire et ses sous-traitants dans leur PPSPS ; le contrôle régulier des protections collectives, de la signalisation, des affichages, des boîtes de première urgence ; le port des protections individuelles des intervenants ; la propreté du chantier et des locaux ; le rangement ; l'organisation des interventions dans le respect des principes généraux de prévention ; l'information aux intervenants des consignes de sécurité.

En outre, le chargé de l'hygiène, de la sécurité et de la signalisation doit assister aux réunions de chantier, aux réunions et aux visites organisées par le coordonnateur SPS ;

Avertir le coordonnateur SPS et le maître d'œuvre de toutes dérives concernant la sécurité.

## **13. Désignation d'un agent de trafic**

L'entrepreneur doit désigner un agent de trafic chargé d'assister les chauffeurs de camions et d'engins dans les manœuvres et au moment de l'entrée et de la sortie de l'emprise du chantier et gérer la circulation des usagers. L'agent de trafic doit être formé pour cette tâche.

#### 14. Conditions météorologiques

L'entrepreneur doit prendre connaissance des prévisions météorologiques auprès d'un service agréé (Météo France). En fonction des prévisions annoncées, en fonction de la situation avant et pendant les travaux ; après une analyse des risques, certaines tâches ne peuvent pas s'effectuer ou bien se poursuivre lorsque les conditions optimales de sécurité ne sont pas remplies.

#### 15. Description des risques

Les points principaux du projet qui présentent des risques. L'analyse des contraintes et des risques. Les solutions à envisager.

Dans le cadre des PPSPS, les entrepreneurs procèdent à l'analyse des risques correspondant aux méthodes qu'elles se proposent d'adopter réellement, suivant un canevas type :

Les tâches ; les moyens ; les risques prévisibles propres ; les risques prévisibles exportés ; les risques prévisibles importés ; les mesures de sécurité à prendre ; la simultanéité des travaux ; les risques liés à l'environnement.

#### 16. Enoncé des risques et sujétions des mesures de prévention

Une bonne préparation des interventions est une condition primordiale pour un bon déroulement du chantier.

La liste ci-dessous constitue une base de réflexion pour l'entrepreneur. Il lui appartient d'établir une analyse précise des risques en fonction des méthodes et des moyens employés afin de définir les mesures de prévention.

L'échange mutuel des numéros de téléphone portable entre le responsable de chantier et les chauffeurs de camions et d'engins.

Le plan d'installation de chantier adressé aux chauffeurs de camions et engins ainsi qu'aux prestataires.

L'accueil des chauffeurs de camions et engins ainsi que des prestataires.

Le plan de circulation et d'accès adressé aux chauffeurs de camions et d'engins ainsi qu'aux prestataires.

Le plan de prévention adressé aux chauffeurs de camions et engins ainsi qu'aux prestataires.

Le protocole de livraison et d'enlèvement établi pour les chauffeurs de camions et d'engins.

L'accueil des travailleurs et la visite commune du chantier.

Le présent PGC et le PPSPS commentés aux travailleurs.

Le quart d'heure de sécurité avant de débiter une nouvelle tâche ou une nouvelle zone.

Le personnel ayant reçu une formation sur la réalisation de la tâche et sur l'utilisation du matériel qui lui est confié.

L'habilitation électrique pour le personnel ayant à travailler au voisinage ou sur les organes électriques.

L'utilisation du matériel conforme à la réglementation.

L'utilisation du matériel conformément aux prescriptions du fabricant.

La vérification du matériel avant son utilisation.

La communication entre les entreprises.

Les blessures des personnes extérieures :

La protection des tiers, la clôture, les barrières.

La désignation d'un agent pour assister le chauffeur de camion et d'engin pendant les manœuvres.

L'interdiction d'empiéter sur les zones privatives.

L'accident de circulation:

L'équipement des véhicules en fonction de la catégorie et conforme à la réglementation :

**Type 1** : Opérant hors chaussée ; travaillant sur la chaussée à l'intérieur d'une signalisation de position ; en déplacement lent sur route ouverte à la circulation.

-Les véhicules de couleur claire ou orange ;

-Equipés de bandes rouges et blanches (avant, arrière, cotés) ;

-1 ou 2 feux tournants ou à décharge.

**Type 2** : De pré-signalisation ; travaillant sur la chaussée seul ou sous la protection d'une signalisation d'approche.

-Les véhicules de couleur claire ou orange ;

-Equipés de bandes rouges et blanches (avant, arrière, cotés) ;

-1 ou 2 feux tournants ou à décharge.

-Du panneau AK5 doté de 3 feux R2 synchronisés ; L'AK5 et les feux R2 sont visibles de l'avant et de l'arrière.

**Type 3** : En signalisation d'approche ou de position.

-Les véhicules de couleur claire ou orange ;

-Equipés de bandes rouges et blanches (avant, arrière, cotés) ;

-1 ou 2 feux tournants ou à décharge.

-Du panneau AK5 doté de 3 feux R2 synchronisés ; L'AK5 et les feux R2 sont visibles de l'avant et de l'arrière.

-Des panneaux K8 ou B21a en signalisation de position ;

-Des panneaux KD10, B3 ou B14 + M1 ou M2.

La mise en place de la signalisation temporaire dans le même sens de progression de la circulation.

Le choix de la signalisation en fonction des travaux correspondants au schéma du guide SETRA.

La pose de panneaux complémentaires en fonction de la configuration de la chaussée.

Le calage des panneaux en prenant en compte le vent et les turbulences générées par la circulation.

Le nettoyage régulier des panneaux.

La diffusion du plan de circulation de chaque phase des travaux aux intervenants.

La fermeture du chantier, le barrage de la route bien visible par des dispositifs rétro-réfléchissants.

La désignation d'un agent de trafic.



Le contrôle régulier de la signalisation y compris les jours non travaillés.

L'organisation des rotations des camions afin d'éviter les attentes sur les accotements ou en zones dangereuses.

La réalisation du cheminement des piétons indépendant de la circulation des engins.

Les gyrophares et feux allumés pour tous véhicules et engins en mouvement.

Le matériel défectueux :

Le contrôle du matériel avant son utilisation. Les vérifications techniques à jour.

La glissade, le déséquilibre, les températures extrêmes. Le balancement de charge, la chute :

Le déneigement et le salage.

L'arrêt de tâche justifié par les conditions météorologiques extrêmes (vigilance orange, forte pluie, verglas, neige, froid, chaleur, vent fort, baisse de la visibilité par le brouillard).

Le reversement d'engin :

Le balisage des zones non stabilisées. La plateforme aménagée et stabilisée.

La maîtrise des engins :

La formation et les autorisations de conduite.

L'entrée des personnes étrangères :

La clôture et le balisage de la zone des travaux. Les panneaux « chantier interdit au public » en quantité suffisante.

L'environnement dans lequel se trouve le chantier :

Le débourseur à la sortie du chantier. Le nettoyage de la chaussée autant de fois que nécessaire.

Les réseaux des concessionnaires. L'électrification, l'incendie, l'explosion :

Le balisage des tampons non circulables.

Les demandes de DICT, à jour. Le repérage et le piquetage des réseaux en liaison avec les concessionnaires. Attention aux réseaux neufs qui ne seraient pas répertoriés dans les retours des DICT. La pose d'un portique (en matériaux non conducteur) sous les lignes électriques. La désignation d'un agent pour assister le chauffeur d'engin.

L'engin de guerre :

Arrêter la tâche ; sécuriser la zone si possible ; s'éloigner en direction du sens opposé au vent ; alerter.

Les lombalgies d'effort :

L'aide à la manutention : Le monte matériaux, la grue, le treuil, l'élingage, etc.

Le respect des valeurs limites fixées 25Kg/personne pour le port manuel des charges, l'utilisation du chariot.

Choisir la manutention mécanique, y compris pour les petites tâches.

La chute de plain-pied :

Le nettoyage et le rangement du chantier. Le ramassage des chutes de matériaux. L'entretien des cheminements. La plaque de franchissement antidérapante.

L'écrasement :

Ne pas s'approcher des engins en activité.

Se mettre face aux engins.

Renversement des charges :

Le rangement sur une plateforme stabilisée, horizontale. Le rangement horizontal des blindages, en dehors des zones de manœuvre des engins.

La chute de hauteur :

La clôture des excavations.

La chute d'objet, la chute de charge :

Le rangement stable des matériaux et du matériel. La préparation du mode opératoire, l'élingage des éléments. Le contrôle des élingues. Ne pas se placer sous une charge ni dans le champ de basculement des engins. La superposition des tâches interdite, l'organisation des tâches.

L'ensevelissement :

Le respect des règles sur les pentes de talus.

Le contrôle permanent du talus.

La destruction des ouvrages existants :

La protection des ouvrages par un platelage, un écran. La pose de dispositifs visuels.

La coupure, l'écrasement, le heurt, la projection :

Les EPI normalisés (Les gants, le casque, les chaussures de sécurité, le masque respiratoire filtrant, les lunettes).

Le bruit :

L'utilisation du matériel le moins bruyant et conforme à la réglementation. Les protections auditives normalisées.

Les TMS :

L'ergonomie gestuelle.

L'aménagement du poste de travail.

Le port des genouillères pour les travaux au sol.

Les poussières :

Le balayage avec aspiration et à l'humide.

Le sciage à l'humide.

L'arrosage par temps sec.

Le masque respiratoire filtrant.

L'électrification :

L'habilitation électrique du personnel.

La consignation électrique.

Préférer l'outillage électroportatif fonctionnant à la batterie.

L'outillage électrique à double isolation et sur disjoncteur différentiel 30mA.

L'arrêt de l'utilisation du matériel électrique portatif lorsqu'il pleut.

La connaissance du classement à l'eau des machines électriques.

Le heurt, la chute, la blessure :

Le signalement par des dispositifs rétro-réfléchissants, la clôture et le balisage des zones à risque ainsi que des obstacles.

La protection des éléments saillants.



Les produits dangereux :

D'abord, éviter les produits dangereux ou choisir les produits les moins dangereux. La connaissance des données de sécurité sur les produits employés (étiquetage, fiche toxicologique, FDS....). Acheminer les produits dangereux par petites quantités.

L'intoxication, l'asphyxie, l'explosion :

Les travaux dans les regards existants : La détection de gaz, ne pas manger ni boire, se laver après intervention.

La leptospirose et autres bactéries lors des travaux de raccordement aux réseaux existants :

Les vaccins à jour. Le port des gants étanches et du masque respiratoire. Ne pas manger ni boire. Se laver les mains, les bras et le visage. Le changement des vêtements. Les vêtements sales dans un sac indépendant.

L'incendie :

La mise à disposition d'un extincteur pour travaux par point chaud et lors de l'utilisation de machine à moteur thermique.

Acheminer les produits inflammables par petites quantités.

Eviter de stocker les matériaux inflammables dans les locaux.

La connaissance du classement au feu des matériaux situés à proximité du poste de travail.

Le nettoyage de la zone des herbes sèches, etc.

L'arrêt des travaux par point chaud au moins une demi-heure avant de quitter le chantier.

Le contrôle avant de quitter le chantier.

La pollution environnementale :

Le tri sélectif des déchets.

Les huiles et hydrocarbures dans un bac de rétention de sécurité.

L'approvisionnement des produits dangereux au strict besoin journalier, les récipients stables, la bâche de protection contre la projection et le renversement.

Le traitement des eaux avant rejet.

Les travaux de nuit et lorsque la luminosité baisse :

Le port de vêtement classe 3.

L'éclairage des cheminements et des zones de travail.

Les moyens de secours :

L'organisation des secours avant de débiter les travaux, le secouriste, les moyens sûrs d'accès et d'évacuation, le téléphone portable sans restriction d'appel parmi le personnel.

L'affichage des numéros de téléphone d'urgence et ceux des concessionnaires.

La trousse de premier secours à disposition.

## **17. Amiante et plomb**

Sans objet.

## **18. Produits dangereux**

L'éventuelle utilisation de produit dangereux doit être signalée lors de la phase de préparation de chantier, ou au plus tard lors de la visite d'inspection commune. Les produits dangereux sont soigneusement étiquetés.

Dans la mesure du possible ces produits seront remplacés par des produits moins dangereux.

L'entrepreneur doit communiquer au coordonnateur SPS les fiches de données de sécurité des produits utilisés. L'entrepreneur doit respecter scrupuleusement les consignes de sécurité et le mode d'emploi préconisés par le fabricant. L'entrepreneur doit préciser dans son PPSPS les consignes de sécurité à observer, les moyens de protections du personnel, les conditions de stockage et d'élimination.

Le travailleur doit être informé des risques encourus par la manipulation des produits dangereux.

## **19. Risques liés aux interactions entre les entreprises.**

Concernant les risques liés à la présence des sous-traitants, l'entreprise titulaire du marché doit les intégrer dans le PPSPS correspondant.

Les entreprises sous-traitantes éventuelles travaillent sous l'ordonnancement de l'entreprise principale.

La prévention des risques liés aux activités simultanées ou successives des sous-traitants se fait sur les directives de l'entreprise principale.

Les responsables des entreprises doivent se communiquer et coopérer avant de débiter une tâche et définir en commun la zone d'intervention de chacun de ses travailleurs.

## **20. Occupation du domaine public**

L'entrepreneur doit demander un arrêté d'occupation du domaine public auprès de l'autorité compétente investie du pouvoir de police de la circulation lorsque l'intervention nécessite la neutralisation temporaire du trottoir, d'espace public ou de la chaussée et le stationnement en dehors de parkings. L'arrêté doit être affiché sur le lieu de l'intervention.

## **21. Réseaux des concessionnaires et exploitants de réseaux**

L'entrepreneur doit se conformer au Décret N° 2011-1241 du 5 octobre 2011 relatif à l'exécution de travaux à proximité de certains ouvrages souterrains, aériens ou subaquatiques de transport ou de distribution.

Le guichet unique : [www.reseaux-et-canalisation.gouv.fr](http://www.reseaux-et-canalisation.gouv.fr)

## **22. Habilitation électrique**

Le personnel affecté au chantier doit être titulaire du l'habilitation électrique conformément à la norme NFC 18-510.

## **23. Compétences AIPR**

L'employeur délivre l'Autorisation d'Intervention à Proximité des Réseaux (AIPR), selon les trois catégories de personnes : concepteur ; encadrant ; opérateur.

#### **24. Lignes électriques aériennes**

Les distances minimales de sécurité à respecter à proximité des lignes électriques sont les suivantes :

5 mètres pour les tensions supérieures à 50 000 volts ;  
3 mètres pour les tensions inférieures à 50 000 volts.

La mise en place d'un dispositif visuel de la limite de sécurité est nécessaire préalablement au démarrage des travaux, à proximité des lignes électriques. Ce dispositif est réalisé avec un matériau non conducteur d'électricité, durable dans le temps, de couleur alternée rouge et blanc. La vérification du dispositif doit être journalière.

L'entrepreneur doit prendre toutes les dispositions pour :

Contrôler le gabarit des engins ; ne pas survoler les lignes électriques ; éviter le balancement des charges ; éviter la rotation des charges ; veiller à la stabilisation des engins de manutention ; éviter que le personnel se place sous les lignes pendant les opérations de manutention ; ne pas orienter l'axe machine – charge vers les lignes électriques.

#### **25. Procédure en cas de découverte d'engins pyrotechnique**

Si vous avez découvert un obus ou tout engin explosif ou incendiaire issu de conflits militaires, voici les 4 étapes essentielles à respecter suite à cette découverte :

1. Assurez votre sécurité : ne déplacez pas l'objet, ne tentez pas de le recouvrir. Placez-vous à contre sens du vent. Eloigner-vous.
2. Appelez le standard de la Préfecture au **03 24 59 66 00**.  
=> Celui-ci vous mettra en relation avec le bureau gestion de crise, défense et sécurité nationale (ou avec son astreinte en dehors des heures ouvrables – soirs et week-ends).
3. Lors de l'appel, communiquez les renseignements suivants :
  - lieu de découverte de l'objet, le plus précisément possible
  - description brève de l'objet (photos éventuellement)
  - coordonnées de la personne à contacter, qui pourra orienter les démineurs sur site
4. La Préfecture se charge d'aviser le centre de déminage, basé à La Veuve, qui intervient dans de très brefs délais.

Les coordonnées de service de déminage sont :

1 rue des Vignettes 51520 LA VEUVE  
Tel : 03 26 63 20 09

#### **26. Circulation automobile des usagers et signalisation temporaire**

L'entrepreneur doit se conformer à l'Instruction interministérielle sur la signalisation routière : Livre I, signalisation des routes, Livre 2 signalisation des autoroutes définie par l'arrêté du 24 novembre 1967 et l'ensemble des textes qui l'ont modifiée, lors de la mise en place et la dépose de la signalisation temporaire ainsi qu'à leur entretien.

#### **27. Produits hydrocarbures**

Aucun rejet dans l'environnement n'est toléré. L'entreprise fait son affaire de la récupération de tous les produits non utilisés.

Les réservoirs d'hydrocarbures doivent être posés dans un bac de rétention de sécurité conformément à la réglementation. L'étiquetage des consignes doit être visible.

#### **28. Risque de pollution**

L'entreprise intervenant sur le site doit mettre en œuvre les moyens pour contenir tous risques de pollution des eaux et de l'environnement ainsi que la proximité des habitations, des exploitations agricoles et de la rivière.

Les fiches de données de sécurité des produits doivent être communiquées au coordonnateur SPS avant l'acheminement sur le chantier. Les produits utilisés et le mode opératoire doivent être détaillés dans le PPSPS.

#### **29. Nuisances atmosphériques**

L'entreprise intervenant sur le site doit mettre en œuvre les moyens pour éviter l'émission de tous types de poussières sur le site et pendant le transport des matériaux.

Le brulage est interdit sur le site.

#### **30. Nuisances sonores**

L'entrepreneur doit mettre les moyens pour éviter les nuisances sonores par :

L'utilisation du matériel conforme à la législation en vigueur ; le choix du matériel utilisé ; la localisation des appareils fixes et semi-mobiles ; le capotage complémentaire des appareils ; l'aménagement des horaires de travail.

#### **31. Protection incendie**

L'entrepreneur s'engage à débarrasser ou protéger tous matériaux pouvant brûler se trouvant dans le rayon du poste de travail par point chaud.

L'entrepreneur doit veiller à disposer d'au moins un extincteur à proximité du poste de travail par point chaud (meulage, soudure, découpe...) et par zone de stockage. Le type d'extincteur doit être approprié aux risques.

### **32. Plan d'installation de chantier**

Le plan doit comporter, notamment :

La localisation du panneau de chantier ; la voie d'accès au chantier ; la limite de chantier ; la base vie (positionnement, contenu quantitatif en sanitaires, vestiaires, WC, réfectoire) ; l'entrée et la sortie des engins et camions (livraison et enlèvement) avec si possible un sens unique (sortie distincte de l'entrée) ; les circulations piétonnes ; le point de rencontre des secours ; les zones de stockage des matériaux et produits, des déchets triés ; la zone de traitement des polluants possibles ; la zone de manœuvre des engins ; la zone parking pour les engins ; le parking utilisable pour les véhicules du personnel.

### **33. Locaux du personnel**

Les installations sanitaires, restauration et hébergement doivent être conformes aux articles R.4228-1 à R.4228-37 et R.4225-7 du code du travail.

Les installations du personnel et les bureaux de chantier doivent être nettoyés quotidiennement.

Les installations du personnel sont mises à la disposition des sous-traitants.  
Elles restent en place jusqu'à l'achèvement complet des travaux.

Les équipements suivants sont impérativement requis :

Un lavabo pour 10 personnes pourvu d'eau potable ; le local vestiaire comportant des chaises et des patères et quantité suffisante ; un WC et un urinoir pour 20 personnes ; une douche avec de l'eau mitigée ; la mise à disposition d'eau potable ; un réfectoire comportant une table, des chaises, un meuble de rangement, un évier, un micro-onde, un frigo, et 2 prises de courant ; l'éclairage ; le chauffage ; l'approvisionnement en consommables (savon, papier hygiénique et essuie mains) ; un dispositif de lavage des bottes ; l'ensemble est raccordé aux réseaux d'eau potable, d'électricité et d'assainissement.

Le bloc sanitaire et les vestiaires du personnel féminin doivent être distincts des installations masculines. Un récipient pour garnitures est mis à disposition dans le WC.

L'installation d'un extincteur est obligatoire dans les vestiaires et le réfectoire.

L'accès aux locaux réservés au personnel doit être distinct du chantier. Le nettoyage de l'ensemble doit être assuré régulièrement.

Compte tenu de l'étendue du chantier, l'installation de cabinets de toilette de proximité comprenant un WC et un lave mains est à prévoir.

#### Eau potable

Dans le cas où le raccordement à un réseau d'eau potable n'est pas possible en l'absence de réseaux à proximité du chantier, l'entrepreneur doit mettre à la disposition du personnel des bouteilles d'eau POTABLE en quantité suffisante.

#### Eau pour l'hygiène

Dans le cas où le raccordement à un réseau d'eau n'est pas possible en l'absence de réseaux à proximité du chantier, l'entrepreneur doit mettre à la disposition du personnel une citerne d'eau.

### **34. Locaux des entreprises**

Les bureaux et salle de réunion doivent être éclairés, ventilés et chauffés.

Les locaux de stockage doivent être éclairés et ventilés.

L'installation d'un extincteur est obligatoire dans la salle de réunion, le bureau et les locaux de stockage. Le type d'extincteur doit être adapté au risque.

Les installations d'entreprise (bureaux, salle de réunion et stockages) sont implantées à proximité du chantier.

D'une manière générale, les zones de stockage et d'entretien sont conçues de façon à ce que les eaux de ruissellement soient traitées avant rejet.

La mise à disposition d'un bureau et d'un sanitaire pour le maître d'œuvre suivant la description du CCTP.

### **35. Circulation interne Piétonne**

Les cheminements piétons des travailleurs du chantier sont balisés et isolés de la circulation des véhicules et des engins.

### **36. Organisation du chantier**

En fonction des phasages et des dispositions techniques, l'entreprise titulaire soumet au maître d'œuvre et au coordonnateur SPS, dès la phase de préparation, les dispositions qu'elle aura retenues concernant :

Les points d'accès au chantier et les voies empruntées ; les conditions des zones traversées ; les zones d'évolution des engins et des manutentions lourdes.

En cas de modification du calendrier d'exécution, ces dispositions doivent être recalées.

### 37. Protection des travailleurs

Concernant les risques inhérents aux postes de travail liés aux travaux à exécuter sur le chantier, les protections collectives et individuelles réglementaires sont mises en place. Les consignes de sécurité sont affichées aux endroits adéquats.

Le personnel doit respecter les consignes de protection individuelle autant que vis-à-vis des tiers, dont les titres principaux sont énumérés ci-dessous.

Port des équipements de protection individuelle :

- Port du casque obligatoire ;
- Port des chaussures de sécurité obligatoire ;
- Port de protections auditives en cas d'exposition au bruit ;
- Port de gants pour les travaux de manutention ;
- Port de lunettes de sécurité en cas d'exposition à des éclats de toute nature ;
- Port d'un baudrier réfléchissant ;
- Port du masque contre les émanations nocives de toute nature.
- Respecter et faire respecter l'ordre dans le chantier et aux postes de travail.
- Respecter les instructions d'emploi et d'entretien des machines et outils de chantier.
- Le transport manuel des charges doit être exécuté dans le respect des règles établies et si possible avec des accessoires de manutention.
- Une attention particulière s'impose dans l'utilisation des gaz et matières dangereuses (risques graves de brûlures, d'asphyxie ou d'intoxication).

Conditions particulières :

- Les travaux à proximité de voies circulées sont isolés de ces dernières de façon à ce qu'aucun empiètement sur le domaine circulé ne soit possible.
- Les travaux sont organisés de façon à limiter la présence de piétons à proximité des engins en fonctionnement. Ce point doit faire l'objet d'un traitement particulier dans les PPSP correspondants.
- Pour l'emploi des engins de chantier : l'utilisateur doit posséder les compétences et les aptitudes médicales requises, avec obligation pour le chef de chantier de les consigner dans le registre du chantier.
- En cas de changement d'un mode opératoire dans l'exécution des travaux, l'entrepreneur est tenu de le consigner dans son PPSP et d'en informer le coordonnateur SPS et les autres personnes concernées par ce changement.

### 38. Signalisation

La signalisation temporaire d'approche et de position est à la charge de l'entreprise titulaire y compris son entretien pendant toute la durée des travaux y compris pendant les périodes d'inactivité tels qu'intempéries, congés, weekend, etc. La signalétique et les fléchages à l'approche du chantier sont également à la charge de l'entrepreneur. Une main courante est tenue par l'entrepreneur, consultable à tout moment.

L'emprise des travaux doit être signalée de façon à prévenir l'accès de tout tiers.

La signalisation mise en place est vérifiée par l'entreprise titulaire avant toute intervention. La signalisation doit être conforme à la réglementation en vigueur (Directives SETRA).

Le maître d'œuvre et le coordonnateur SPS se réservent le droit de demander la mise en place de dispositifs supplémentaires et complémentaires lorsqu'ils jugent que la sécurité du personnel ou des usagers n'est pas convenablement assurée.

L'entreprise titulaire doit respecter le schéma de signalisation pour chaque phase des travaux.

Les passages piétons, PMR et les bandes cyclables sont signalés.

### 39. Utilisation des engins de chantier

La conduite des véhicules et engins ne peut être confiée qu'à des personnes reconnues aptes médicalement et munies :

- D'une autorisation de conduite correspondant à la catégorie du matériel utilisé ;
- D'une autorisation de conduite correspondant à la catégorie d'engin suivant le Décret N°98-1084 du 2 décembre 1998 et la recommandation CRAM n° R 372 adoptée par le CNT – BTP.

Les véhicules et engins de chantier progressant lentement ou stationnant fréquemment sur la chaussée ou les pistes de circulation doivent être pourvus de feux spéciaux prévus à l'article 122 paragraphe C de l'Instruction Interministérielle sur la signalisation routière - livre I - 8ème partie : Signalisation temporaire du 6 novembre 1992.

Ces feux sont soit des feux tournants ou à tube de décharge, soit des feux clignotants ; ils émettent une lumière jaune. En aucun cas, le nombre de feux spéciaux montés sur les véhicules ne doit excéder quatre feux tournants ou à tube de décharge et quatre feux clignotants. Cette disposition permet d'éviter les nuisances visuelles des usagers.

Le contenu des normes NF E 58.050 et suivantes précise les équipements dont doivent être munis les engins de terrassement et en définit les caractéristiques. (c.f. fiche de sécurité OPPBTP n° D 101 C.D.U. 621.879)

En fonction de leur utilisation, l'entrepreneur définit les postes où les engins sont obligatoirement dotés de structures de protection au retournement et de structures contre les chutes d'objets.

### 40. Clôture de chantier

Tous les accès possibles au chantier, le parc des engins, les zones de stockage et d'une manière générale toutes les zones pouvant présenter des risques pour le public doivent être clôturés par des clôtures hauteur deux mètres. Les éléments de clôture doivent être solidarisés et démontables seulement avec un outil. Ces barrières sont complétées par des dispositifs rétro réfléchissant visibles de jour comme de nuit. Le ruban (K14) n'est pas accepté sur les clôtures coupant la chaussée. Sur chaque accès au chantier et sur la clôture sont apposées des pancartes « **chantier interdit au public** » en quantité suffisante. Les portails sont verrouillés.

#### 41. Protection et balisage

L'entrepreneur doit assurer la protection et le balisage des points singuliers sur lesquels il est, soit intervenu, soit en cours d'intervention lorsque ceux-ci peuvent entraîner des risques pour la sécurité des personnes ou la circulation des véhicules et des engins. Ces balisages doivent être visibles de jour comme de nuit par des dispositifs rétro-réfléchissants.

Lorsque des travailleurs sont amenés à intervenir à proximité d'une voie circulée, toutes les mesures doivent être prises pour protéger ces travailleurs contre le risque de heurt par une séparation physique lourde.

#### 42. Protections collectives

Toutes les protections collectives provisoires doivent être conçues et mises en œuvre par l'entreprise, pour respecter les dispositions générales suivantes :

- Les protections collectives provisoires sont toujours mises en œuvre préalablement à l'apparition du risque inhérent à l'activité ou aux travaux entrepris par l'entrepreneur.
- Les protections collectives provisoires ne peuvent être déposées que dans les cas suivants :
  - Après la disparition du risque, liée à l'avancement des travaux,
  - Après la mise en place de la protection collective définitive prévue au projet,
  - Après la mise en place d'un autre dispositif provisoire d'une efficacité au moins équivalente.

Dans le cas où le risque subsiste au-delà de la fin des travaux réalisés par l'entrepreneur, celui-ci s'engage à laisser en place les protections collectives provisoires qu'il a mises en place. Le transfert de responsabilité quant à l'entretien de ces protections fera l'objet d'une procédure particulière menée conjointement par le maître d'œuvre, les entrepreneurs concernés et le coordonnateur SPS.

Les protections collectives doivent être entretenues et régulièrement vérifiées par l'entrepreneur qui en est responsable.

La mise en place de chicanes complétées par des dispositifs rétro-réfléchissants aux entrées du chantier.

#### 43. Manutention et levage

L'entrepreneur privilégie la manutention mécanique du matériel et des matériaux, à pied d'œuvre.

Les appareils de levage doivent être vérifiés par un organisme agréé, le fabricant ou par une personne compétente appartenant à l'établissement (décret du 23 août 1947 modifié). Un exemplaire de la dernière vérification est transmis au coordonnateur SPS.

Les parties latérales ou saillantes des véhicules opérant habituellement sur la chaussée à l'intérieur du chantier sont marquées de bandes rouges et blanches rétro-réfléchissantes.

Les PPSPS précisent les modalités de préparation et d'implantation des appareils de manutention mobiles, et notamment :

- Que les consignes de sécurité doivent être établies et portées à la connaissance du personnel ;
- Qu'en cas de mauvaise visibilité du conducteur d'engin, il sera prévu un chef de manœuvre (référence : Fiche de sécurité OPPBTP C 3 F 01 94).

Tout déplacement de charges suspendues en dehors des emprises du chantier est strictement interdit, sauf concertation préalable entre l'entrepreneur, le maître d'œuvre et le coordonnateur SPS.

La stabilité des engins de levage doit être assurée en toutes circonstances.

#### 44. Mesures d'organisation des secours

L'entreprise titulaire met en place son organisation des secours.

Afin de permettre une efficacité maximale à l'intervention des services de secours lors d'un accident sur le chantier, les dispositions ci-après doivent être parfaitement appliquées.

Dans chaque installation de chantier, un « Espace Secours » est spécialement aménagé.

L'entrepreneur établit pendant la période de préparation son plan d'installation de chantier sur lequel figurent **les points de rencontre des secours et les voies d'accès**. Lorsque le phasage des travaux nécessite une modification des accès ou de l'emplacement du point de rencontre, l'entrepreneur établit le plan de chaque phase. A la charge de l'entrepreneur de transmettre ce plan au Service d'Incendie et de Secours le plus proche.

Outre les coordonnées des principaux services de secours (Pompiers - SAMU, ...), on y trouve :

Un téléphone ;

De quoi assurer les premiers soins (boîte à pharmacie complète et à jour dans la date de péremption) ;

La liste des secouristes présents sur le chantier. Ces derniers doivent porter un signe distinctif facilitant leur localisation sur le site en toute circonstance (casque de couleur différente ou autre).

En cas d'accident, interrompre la situation de danger (si possible).

Si le blessé est déplaçable, il est acheminé vers l'installation de chantier d'où il pourra ensuite être évacué si son état le requiert.

Si le blessé n'est pas déplaçable, il est fait appel au secouriste le plus proche qui donne les premiers soins, si le blessé est en situation de danger (risques l'éboulement ou autres) déplacer la victime avec les plus grandes précautions, sans se mettre en situation de danger.

Parallèlement, les services de secours sont alertés, ils sont attendus et conduits au lieu de l'accident.

Il convient de préciser outre la situation géographique, les points suivants :

L'état du ou des blessés (il parle, il respire, il saigne, ...) ;

Ne pas raccrocher le premier, afin d'être sûr que le message est bien compris, attendre que le correspondant mette fin à la communication.

Toutes les consignes de sécurité sont présentées aux cadres des entreprises et notamment ceux appelés à être présents sur le site. Il leur appartiendra de répercuter ces informations à leur personnel et à leurs entreprises sous-traitantes. Une déclaration d'assistance à une telle réunion d'information est exigée de chacun des travailleurs.

#### **45. En cas d'accident**

Appeler un sauveteur secouriste du travail qui, après avoir examiné la victime, vous demandera d'appeler les secours.

Téléphonez au :

**18** Pompiers

**112** Centre d'appel de secours

**15** Samu

Et dites...

### **Ici chantier sur l'autoroute A304**

### **Indiquer les sens de circulation et le numéro de PRS**

Numéro de téléphone du chef de chantier ou du chef d'équipe : 06...

#### **Préciser la nature de l'accident**

(Par exemple : Eboulement, asphyxie, chute...)

...et la position du blessé (par exemple : Le blessé est sur un talus, il est au sol ou dans une fouille...)

...et s'il y a nécessité de dégagement.

#### **Signaler le nombre de blessés et leur état**

Par exemple : Trois ouvriers blessés dont un saigne et un autre ne parle pas.

#### **Décrivez l'intervention du secouriste**

Par exemple : Premiers soins, bouche à bouche...

#### **Fixer un point de rendez-vous**

Et envoyer quelqu'un au point pour guider les secours.

(Le point ou les points de rassemblement prévu au plan d'installation de chantier est privilégié)

#### **Faites répéter le message. Ne raccrochez pas le premier.**

**SAUVETEUR SECOURISTE DU TRAVAIL** : Une liste à jour mentionnant leurs noms doit être affichée sur le chantier. Les sauveteurs secouristes du travail sont reconnaissables au logo placé sur leur casque ou sur leur tenue de travail.

#### **46. Travailleurs indépendants**

Les travailleurs indépendants ou les employeurs exerçant une activité sur le chantier sont assujettis :

A établir un PPSPS et à le remettre au coordonnateur SPS ;

Au respect de la réglementation en vigueur et en particulier les décrets N°95-607 et 95-608 du 06 mai 1997.

Le présent PGC leur est applicable.

#### **47. Fournisseurs et prestataires de service**

L'entrepreneur faisant appel à des fournisseurs et prestataires de service doit préparer et organiser leur arrivée sur le chantier.

Le titulaire doit effectuer un protocole de sécurité avec ses fournisseurs et prestataires de service et remettre un livret d'accueil.

Tous camions et engins arrivant sur le chantier doivent être accueillis, guidés et assistés dans les manœuvres par un

responsable désigné. La personne chargée de guider le chauffeur de camion et d'engin doit être formée pour cette tâche.

Les fournisseurs ainsi que les prestataires de service doivent recevoir les consignes de sécurité et prendre connaissance des éléments suivants :



Les personnes désignées chargées de l'accueil, les numéros de téléphone ; la planification des interventions sur le chantier ; les créneaux horaires ; le plan de circulation à l'intérieur du chantier (piétons et engins), les itinéraires pour arriver jusqu'au chantier, les entrées, les sorties ; l'emplacement du stationnement ; le point de livraison ou d'enlèvement ; les moyens de manutention ; les consignes de sécurité ; les consignes en cas d'accident ; le point de rassemblement de sécurité ; le port des EPI obligatoires ; la coactivité et les intervenants du chantier ; les interactions avec les travailleurs des entreprises extérieures ; les éventuels travaux concomitants ; les risques propres, les risques importés et les risques exportés ; la localisation des installations de chantier ; l'information en cas de changement des points ci-dessus, notamment en fonction du phasage des travaux.

#### **48. Personnel intérimaire**

L'entreprise employant du personnel intérimaire doit s'assurer :

Que le personnel est apte à effectuer le travail auquel il est affecté ; que le certificat d'aptitude médicale pour la profession déterminée a bien été délivré ; que le salarié soit en règle administrative (carte de travail, carte de séjour, etc.) ; que le salarié soit intégré au personnel de l'entreprise, notamment en ce qui concerne les équipements individuels et les cantonnements (accès aux vestiaires, réfectoire, sanitaires etc.) ; que le salarié a reçu une formation pratique appropriée en matière de sécurité et des contraintes de l'opération en matière d'environnement.

Le personnel intérimaire doit avoir accès aux réunions d'information sur la sécurité, organisées par l'entreprise principale.

#### **49. Obligations et responsabilités des entreprises**

La tenue du respect des délais ne saurait être un obstacle aux règles de sécurité.

Chaque entreprise est donc tenue de mettre en œuvre tous les moyens compatibles entre les respects des délais et des règles de sécurité.

Dans le cas d'une difficulté ou d'une impossibilité, l'entrepreneur en informe immédiatement le coordonnateur SPS.

Dans le cas d'une situation litigieuse, le coordonnateur SPS peut consulter ou faire appel à un organisme spécialisé.

Il est rappelé aux entreprises que lorsqu'un risque sérieux d'atteinte à l'intégrité physique d'un intervenant existe du fait de l'inobservation ou du manque des règles de sécurité, le coordonnateur pourra en référer au maître d'ouvrage qui prendra toutes les mesures adéquates notamment en faisant arrêter le chantier.

L'Inspecteur du Travail pourra également saisir le juge des Référé pour une fermeture temporaire du chantier (article R.4741-1 du code du travail).

L'entreprise responsable en subit alors toutes les conséquences pénales et financières.

#### Sujétions dues à la présence simultanée d'entreprises différentes sur le chantier

Les entreprises sont tenues de participer aux réunions de chantier pendant lesquelles la coordination de sécurité est abordée, notamment en ce qui concerne :

Le calage permanent du calendrier d'exécution ; l'organisation de la coactivité ; l'organisation de la circulation ;

L'analyse des mesures de sécurité en cours et la définition des mesures à observer ; l'intervention de nouvelle entreprise.

#### **50. Prescriptions concernant le dossier d'intervention ultérieur (DIU)**

##### Définition

Le Dossier d'Intervention Ultime (DIU), a pour objectif essentiel de prévenir les risques issus des opérations d'entretien nécessaire pour maintenir l'ouvrage dans l'état où il se trouve lors de la livraison.

##### Constitution

Le DOE est composé des éléments suivants :

Les plans de repérage des réseaux des concessionnaires ; les plans de récolement ; les schémas ; les diagrammes ; les notes de calcul ; les fiches techniques des produits ; les notices d'utilisation des équipements ; les notices d'entretien des équipements ; les fiches de maintenance ; les procès-verbaux de vérification ; la périodicité des vérifications techniques et d'entretien ; les autres documents demandés par le Maître d'œuvre.

#### **51. Annexe : règles générales de circulation**

##### **Engins de production ou de servitude, véhicules de service, piétons**

Tout d'abord : **RESPECTER LE CODE DE LA ROUTE** (sauf dérogation expresse notifiée par les règles particulières applicables au chantier et énoncées ci-après).

##### Engins de production ou de servitude et véhicules de service

- Pour tout engin, le conducteur doit posséder obligatoirement une autorisation de conduite délivrée par l'employeur correspondant à la catégorie de son engin.
- Pour tout véhicule, le conducteur doit posséder obligatoirement un permis de conduire correspondant à la catégorie de son véhicule.
- Allumer les feux de croisement (codes) quelles que soient les conditions atmosphériques.
- Allumer les feux spéciaux, si l'engin ou le véhicule progresse lentement.
- Avant utilisation, faire le tour de l'engin attentivement pour repérer et signaler toute fuite (même légère) ou anomalie.
- Pour entrer et sortir, utiliser les accès prévus, aménagés et signalés.
- Respecter la signalisation et le balisage en place.
- Respecter les règles de priorité dans l'ordre décroissant d'importance suivant, le premier cité étant le "plus prioritaire".
  - 1 - véhicules de secours médical ou incendie ;
  - 2 - engins de chargement ;



- 3 - engins de production en charge ;
- 4 - engins de production à vide ;
- 5 - priorité à droite pour les engins de servitude ou de service.
- Adapter sa vitesse au type d'engin utilisé et à sa charge, à l'état et aux caractéristiques de la piste, aux conditions atmosphériques, à la signalisation en place, sans dépasser 50 km/h dans les zones où le travail est en cours.
- Circuler à droite.
- Ne pas dépasser sur les pistes, sauf lorsqu'il s'agit d'engins très lents, feux spéciaux en fonctionnement. Les avertir alors, par appels de phares et Klaxon.
- Interdiction de suivre tout engin ou véhicule à moins de 50 m.
- Interdiction de stationner sur les pistes, en dehors des zones réservées à cet effet.
- Interdiction de faire tout demi-tour ou marche arrière sur les pistes utilisées par les engins de production, sortir de la zone balisée.
- Pour toute manœuvre et notamment de recul, dans des conditions de visibilité insuffisante ou à proximité d'un point singulier (crête de talus, ouvrage, tranchée ou fouille, etc.) ou un ou plusieurs signaleurs doivent assister le conducteur et prévenir les travailleurs survenant dans la zone où évolue de véhicule ou engin. Le code de commandement adopté par l'entreprise doit être porté à la connaissance du personnel et lui être enseigné.
- Tout déchargement par l'arrière, en crête de talus doit être accompagné par la prise de dispositions de sécurité requises : pose de pièces de butée, distance de recul déterminée en fonction de la stabilité du talus, etc.
- S'assurer que la benne est bien baissée sur le châssis avant tout mouvement.
- Maintenir, par tout moyen approprié, un engin ou véhicule arrêté sans son conducteur sur un terrain décline, ne pas le disposer en travers de la pente. Choisir de préférence un terrain horizontal.
- Signaler, dans les plus brefs délais, (signaux de détresse, feux spécialisés, fanions, triangles, bornes) tout engin ou véhicule immobilisé.
- Pour éviter un accident, signaler tout véhicule étranger au chantier car son conducteur est censé ignorer les règles de circulation appliquées.
- Interdiction de prendre des passagers à bord d'un engin, sauf si l'engin est muni d'un siège prévu à cet effet.
- Tout conducteur est soumis aux règles de circulation des piétons dès qu'il descend de son engin ou véhicule.

### **Piétons**

- Accès interdit à toute personne étrangère au chantier (et non accompagnée par une personne habilitée).
- Respecter la signalisation et le balisage en place.
- Emprunter les accès et cheminements réservés aux piétons.
- Interdiction de circuler à pied sur les pistes ouvertes à la circulation des engins de production ou dans la zone d'évolution de ces engins, sauf pour assurer une tâche de signaleur.
- Obligation de porter un vêtement de signalisation, à haute visibilité, de classe 3, la nuit et au moins de classe 2, le jour.
- Interdiction de prendre des passagers à bord d'un engin, sauf si celui-ci est muni d'un siège prévu à cet effet. Le transport groupé du personnel se fera dans un véhicule aménagé conformément aux prescriptions du code de la route.

## **52. Annexe : cadre type pour l'établissement du PPSPS**

Ce canevas établi d'après le guide de l'OPPBTP a pour but d'aider les entreprises à rédiger leur PPSPS suivant une trame de présentation commune.

Les indications qu'il contient ne sont nullement exhaustives. Elles doivent être en plus développées et adaptées selon le chantier et l'entreprise.

Coordonnées de l'entreprise

N° du lot

Intitulé du lot

Plan particulier de sécurité et de protection de la santé

Désignation du chantier

### **A - RENSEIGNEMENTS GENERAUX :**

Nom de l'entreprise / Adresse / Téléphone / Fax / e-mail

Désignation du chantier

Nature du lot

Nom et fonction du responsable du chantier / Téléphone portable

Date d'intervention

Durée prévisible des travaux

Horaires de travail

Effectif prévisible au cours du chantier

Nature du marché (Entreprise Générale, Sous-traitant...)

Les tâches prévues d'être sous-traitées

Renseignements concernant les organismes de prévention

Coordonnées du médecin de travail

Liste des intervenants et concessionnaires

### **B - SECOURS ET HYGIENE:**

Disposition et matériel de secours

Consignes pour assurer les premiers secours

Nom du ou des secouristes sur le chantier

Matériel médical sur le chantier

Mesures d'évacuation des victimes

Mesures prises pour assurer l'hygiène

Eau

Electricité

Locaux à disposition du personnel (vestiaires, sanitaires....)

Prise des repas

Conditions de travail

Approvisionnement, stockage

Evacuation des déchets

Manutention

Transport du personnel

#### C - PREVENTIONS DES RISQUES PROFESSIONNELS

Risques importés : mesures spécifiques prises par l'entreprise destinées à prévenir les risques découlant de l'intervention des autres entreprises ou des contraintes du chantier .

Risques exportés : mesures spécifiques prises par l'entreprise destinées à prévenir les risques générés par l'entreprise sur les autres intervenants.

Risques propres : mesures spécifiques prises par l'entreprise destinées à prévenir les risques générés par l'entreprise sur ses salariés.

#### D – PRESENTATION de l'ANALYSE de RISQUES

TRAVAUX	MATERIELS ET MODES OPERATOIRES	RISQUES	MESURES DE PREVENTION	SCHEMAS OU OBSERVATIONS

Lorsqu'il découle du PGC et de l'analyse préalable des risques menés par l'entreprise, qu'une ou plusieurs des mesures visées n'ont pas à être prises du fait de l'absence de risques en particulier de l'exécution de travaux figurant sur la liste (travaux dangereux), l'entrepreneur en fait mention expresse sur le PPSPS.

#### 53. Annexe : Documents à tenir à disposition sur le chantier

- La déclaration d'ouverture de chantier (formulaire N° S.6206a) adressée à la CARSAT, la DDETSPP et à l'OPPBTP ;
- Les DICT (formulaire cerfa N°14434\*01) et les réponses ;
- Le registre de vérification des appareils de levage ;
- L'attestation de conformité des installations électriques ;
- Le registre de vérification des appareils à pression ;
- Le registre des contrôles des locaux et installations à rayonnement ionisants ;
- Le registre des examens et des vérifications périodiques des engins affectés au chantier ;
- Les notices d'assemblage des protections collectives (échafaudage, plateforme, escalier...) ;
- La main courante de la signalisation temporaire ;
- Le registre d'observation (**à la disposition permanente des travailleurs**) ;
- Le PGCSPS ;
- Le PPSPS du titulaire ;
- Les PPSPS des sous-traitants ;
- Le plan d'installation de chantier (à jour) ;
- Le plan d'intervention des secours extérieurs ;
- Le journal de chantier ;
- Le registre du personnel affecté au chantier ;
- La liste des sous-traitants ;
- La liste des locatiers ;
- La liste des prestataires de service ;
- Les autorisations de conduite ;
- Les habilitations électriques ;
- La liste des sauveteurs secouristes du travail (SST) ;

#### 54. Annexe : Affichages et matériel d'urgence

- Le panneau de chantier ;
- La déclaration préalable ;
- Les panneaux « chantier interdit au public » ;
- Les arrêtés d'occupation du domaine public ;
- Les consignes de sécurité ;
- Les consignes en cas d'accident ;
- Les consignes d'évacuation ;
- Les numéros de téléphone des concessionnaires ;
- Les coordonnées de la DDETSPP de la CARSAT et de l'OPPBTP ;
- Les horaires de travail.
- La trousse de première urgence (révisée régulièrement) ;
- Les extincteurs dans les locaux du personnel, les bureaux, les zones de stockage, sur chantier ;
- Un téléphone sans restriction d'appel parmi le personnel.

Le coordonnateur SPS,  
Hervé LIN-CHAN.